

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Libre circulation des capitaux, controverse fiscale, attaques contre la Suisse A propos du rôle de l'OCDE

par W. Wüthrich

Ces derniers temps, on parle beaucoup de l'OCDE. On apprend par les médias qu'il existe des listes noires et des listes grises de paradis fiscaux. De quoi s'agit-il?

On connaît assez peu l'OCDE en Suisse et pourtant cette organisation fait souvent entendre sa voix. Elle publie régulièrement des études comparatives sur différentes questions politiques, avant tout sur des questions économiques concernant ses pays membres. Les médias s'en font l'écho et les politiques les prennent au sérieux. Tout le monde connaît les enquêtes PISA destinées à comparer les systèmes scolaires et les résultats des élèves des différents pays. Qu'est-ce que l'OCDE? Qui se cache derrière? Comment est-elle née?

17 pays européens ont fondé, en 1948, l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) dont le siège était à Paris. Cette organisation exclusivement européenne avait pour but de mettre en œuvre, après les destructions de la guerre, un programme de relèvement commun et de superviser la répartition des crédits accordés par le plan Marshall.

L'OECE a manifestement été efficace. Bientôt on ressentit une atmosphère de renouveau. Après une guerre effroyable, une nouvelle vie se dessinait. L'essor économique – entré dans l'histoire [de l'Allemagne et de l'Autriche] sous le nom de «miracle économique» – modifia la face de l'Europe. Au bout de 12 ans, l'OECE avait rempli ses objectifs. Elle fut remplacée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), créée à Paris en 1961 et dont la structure et les missions étaient différentes.

Au 17 pays initiaux d'Europe occidentale vinrent s'ajouter les Etats-Unis et le Canada. Plus tard, ce fut le tour du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ainsi cette organisation européenne de reconstruction devint une institution globale. Aujourd'hui, elle compte 30 membres. Dès le début, elle se proposait de développer et de libéraliser le commerce mondial des biens et des services. Ce qui frappe, c'est sa proximité avec le GATT de l'époque et l'OMC d'aujourd'hui, qui vise les mêmes objectifs. Pourtant il existe des différences importantes entre ces organisations.

L'OCDE, un «Club des riches»?

Avec ses 30 Etats membres, l'OCDE est l'organisation centrale des pays industriels occidentaux. 95% de tous les investissements mondiaux sont réalisés par ces pays. C'est pourquoi on parle parfois de «Club des riches».

En revanche, l'OMC compte 151 membres et les pays en développement et émergents y sont en majorité. L'OMC essaie de rassembler tous les Etats dans une vaste et unique



Palais fédéral, siège du Parlement de la Confédération helvétique. Il s'agit de «serrer les rangs et de résister, comme la Suisse l'a souvent fait au cours de son histoire». (photo at)

zone de libre-échange dans laquelle les capitaux, les biens et les services s'échangent librement.

L'OCDE, une pionnière

L'OCDE prépare le terrain et accompagne ce processus de diverses manières:

1. L'OCDE entretient à son siège principal, à Paris, un appareil comptant actuellement 2500 personnes, spécialistes de toutes sortes. On pourrait le qualifier d'énorme *think tank* qui réalise des études sur des thèmes d'actualité et élabore des concepts de réforme, par exemple sur la politique agricole, régionale, sanitaire, financière, fiscale ou la coopération au développement. Elle joue un rôle de pionnière et de stimulant dans le processus de globalisation. Elle a activement participé à l'élaboration des importants accords de l'OMC de 1994. Aujourd'hui elle participe activement au cycle de Doha qui doit rapprocher le monde de l'objectif d'un libre-échange des capitaux, des biens et des services.
2. Mais l'OCDE est plus qu'un simple *think tank*. Ses activités sont toujours orientées vers la pratique. Elle offre un forum à des acteurs appartenant aux domaines de la politique, de l'économie et de la science. C'est ici que se préparent les rencontres du G-8, du G-9 et du G-20. L'OCDE dirige des commissions sur des questions particulières. Elle élabore des codes de conduite et des recommandations politiques. Ses sujets sont divers: développement économique en général, privatisations, protection de l'environnement, politique régionale, corruption, gouvernance d'entreprise transparente, école et politique scolaire, coopération au développement, fiscalité, etc. Ses activités comprennent même l'élaboration d'accords contraignants, mais il s'agit ici plutôt d'une exception.

L'organisation est dirigée par le Conseil de l'OCDE composé des ministres de l'économie des pays membres.

OCDE et libre circulation des capitaux

La circulation débridée et, à bien des égards, dépourvue de règles, est une des causes de

la crise financière actuelle et l'OCDE en est partiellement responsable. En effet, en 1961, quelques mois seulement après sa fondation, elle a adopté le *Code de l'OCDE sur la libéralisation des mouvements de capitaux*.

La circulation des capitaux comprend essentiellement des opérations comme:

- les investissements directs à l'étranger, p.ex. création d'entreprises, acquisition de filiales, création de succursales,
- les placements financiers à l'étranger sans activités entrepreneuriales,
- l'achat ou la vente de sociétés étrangères ou la participations à ces sociétés, etc.

Les membres de l'OCDE s'engagent à ne pas imposer de restrictions à ces transactions.

L'article 1d du *Code* affirme l'intention d'étendre son application à tous les membres de l'OMC.

Comment le Code de l'OCDE a-t-il été adopté?

Au conseil de l'OCDE, chaque pays membre dispose d'une voix, aussi bien les Etats-Unis, grande puissance, que la Suisse, petit Etat. Les décisions doivent être prises à l'unanimité (principe de consensus). Chaque pays a un droit de veto. Les décisions sont juridiquement contraignantes pour les Etats membres.

Changement de paradigme

Pourquoi le *Code sur la libération des mouvements de capitaux* est-il si important? Dans les années d'après-guerre, le principe suivant de l'économiste anglais J. M. Keynes était déterminant: «La libre circulation des capitaux est un élément important de l'ancien système de laisser-faire [...]. Les contrôles de la circulation des capitaux sont des mesures d'accompagnement nécessaires.»

Le Code a modifié les choses en direction d'une globalisation presque sans limites. Cela a non seulement facilité la circulation des capitaux mais a préparé le terrain pour l'actuelle crise financière et économique.

Pourquoi ce Code est-il d'une telle importance? Les normes contraignantes pour les 30 Etats membres ont été reprises dans un grand nombre d'accords bilatéraux, par exemple ceux que la Suisse a conclus avec de

nombreux pays. Ils ont permis la transformation d'UBS, banque conservatrice ancrée en Suisse, en un groupe global instable. Le Code a été repris dans le traité de l'Union européenne et, en 1994, dans l'accord de l'OMC. On comprendra ainsi pourquoi on qualifie souvent les décisions de l'OCDE de «droit mou» (soft law).¹

A cela s'est ajouté un autre facteur: La révolution de l'Internet a fait évoluer considérablement les choses et a rendu possibles des flux mondiaux de capitaux et de paiements qui n'auraient pas pu être effectués autrefois avec cette ampleur et à cette vitesse. Un nouveau champ s'est ouvert ainsi à une quantité d'affaires spéculatives et une industrie financière surdimensionnée et hypertrophiée a pris naissance. Des hedge funds, des sociétés de private equity (de capital-risque) ainsi que des sociétés financières de toutes sortes ont occupé le terrain. Sans la libre circulation des capitaux, les magouilles autour de *Victor Vekselberg*, d'*OC Oerlikon*, de *Saurer* et de *Sulzer* n'auraient pas été possibles; l'ex-président du SPD allemand d'alors, *Münteferring*, n'aurait jamais qualifié les hedge funds et les sociétés de private equity de «criquets», ces insectes qui détruisent tout sur leur passage. Les Chinois n'auraient sans doute pas acheté les maisons des Américains mais celles de leur pays.

40 ans de libre circulation des capitaux

En 2002, l'OCDE a publié un rapport intitulé «40 ans d'expériences du Code de l'OECD sur la libéralisation des mouvements de capitaux».² Il contenait déjà certaines critiques modérées: Au début des années 1990, le hedge fund de *George Soros* avait «réussi» à attaquer la monnaie britannique. Ensuite les crises asiatique, russe et argentine avaient ébranlé le système financier. Aussi le rapport de l'OCDE recommandait-il aux pays émergents de stabiliser leurs institutions financières. La crise du *hedge fund LTCM* attira pour la première fois l'attention du public sur

Suite page 2

«Limiter les mouvements de capitaux internationaux»

Au cours d'une interview accordée à la radio alémanique (DRS), le sous-directeur de la réputée «London School of Economics» David Held a tenu des propos extrêmement importants sur la crise financière actuelle au moment précis où siégeait le G-20.

«Le G-20 est une instance composée de manière arbitraire.[...] Il a fait un premier pas en reconnaissant que le monde avait changé. Au cours des dernières décennies, l'Occident a déterminé l'ordre mondial. Cet ordre antidémocratique et non représentatif a échoué. Il a pris de trop gros risques et entraîné le monde dans la crise. [...]

La libre circulation des capitaux, par exemple, qui a été imposée dans les années 1980-90 et a entraîné des déséquilibres, est au centre de l'idéologie du système financier occidental. La Grande-Bretagne et d'autres centres financiers ne sont pas prêts à limiter les mouvements de capitaux internationaux.[...]»

Source: *Rendez-vous am Mittag* du 2/4/09

Sommaire

Controverse fiscale – attaques contre la Suisse

pages 1-4

La ministre indonésienne de la Santé exige la dignité, l'égalité et la transparence pour tous les pays

page 5

En Suisse, c'est le peuple qui décide des questions fiscales

PS et Verts doivent suivre les voies démocratiques

thk. Ce qui gêne énormément dans la campagne allemande contre la Suisse, c'est l'attitude de quelques représentants de la gauche et des Verts en Suisse. Au lieu de suivre une voie démocratique et de lancer une initiative qui donnerait au peuple la possibilité de se prononcer à ce sujet, on collabore – souvent par des déclarations incompétentes – avec la SPD allemande, à la grande satisfaction des USA qui s'approchent ainsi de leur objectif consistant à instaurer un système financier mondial dans lequel le franc suisse ne jouerait plus aucun rôle.

Où sont les valeurs sociales-démocrates de paix et de justice?

Pourquoi notre gauche agit-elle ainsi? Est-elle déjà liée si fortement à nos voisins du Nord qu'elle n'est plus capable de se rendre compte que la catastrophe financière actuelle fait partie de la politique impérialiste des Etats-Unis dont le SPD allemand se fait manifestement le complice? Est-ce qu'elle veut, simplement

parce que le président s'appelle *Obama*, se mettre à nouveau à la disposition des Etats-Unis et jeter par-dessus bord les principes sociaux-démocrates de paix et de justice au nom du slogan facile «Yes we can»? Pourquoi, quand on attaque notre pays, notre gauche n'évoque-t-elle pas les principes de notre Etat et pourquoi n'informe-t-elle pas les camarades du Nord qu'en Suisse, le peuple est souverain et qu'on ne peut rien décider sans le consulter? Peu importent les pressions de *Steinbrück*.

Pourquoi la gauche permet-elle que toute la population suisse se fasse attaquer par des propos extrêmement primitifs sans réagir contre ces insultes incompétentes? La Suisse, pays de la Croix-Rouge, est connue pour son engagement humanitaire dans la coopération au développement avec les Etats du tiers-monde. La gauche va-t-elle sacrifier tout cela au capital mondialisé en suivant aveuglément la voie d'*Obama*? Pendant vingt ans, la gauche s'est tue au sujet de l'exploitation mon-

Jean Ziegler amouraché de l'unique puissance mondiale?

La «providence» de Jean Ziegler s'appelle «suprématie du dollar-Obama». Son nouvel idéologue est *Zbigniew Brzezinski*. Sa nouvelle profession de foi est antidémocratique, sinon il lancerait une initiative populaire. Mais peut-être que cela dépasse son horizon, comme celui de *Thielemann*, évidemment.

diale et elle a soutenu la globalisation. On attend une analyse critique de son échec et non pas une soumission irréflectible aux fantasmes de suprématie mondiale des USA soutenus par l'Allemagne simplement parce que le président ne s'appelle plus Bush mais Obama.

Pas de régime politique féodal dans notre pays

Nous ne voulons pas d'un régime politique féodal dans notre pays. La gauche s'est-elle tellement éloignée des principes démocratiques qu'ils ne représentent plus pour elle une valeur à défendre? Est-ce pour cette rai-

son que l'on ne met plus en avant le système à la base de notre société construite selon le principe «une personne, une voix» bien qu'il constitue une réponse constructive à la crise financière qui menace? Pourquoi critique-t-on la Conseillère fédérale qui s'oppose avec sérieux et droiture aux attaques contre la Suisse? Cette gauche aurait-elle déjà trahi la démocratie pour se faire aimer de la grande puissance allemande et des USA d'*Obama*?

Ce sont des questions auxquelles la gauche devra répondre, sinon elle perdra des quantités de voix aux prochaines élections. •

Courrier des lecteurs

Ne donnons plus un sou à un scientifique incompétent

En tant que citoyen qui s'intéresse à l'actualité, j'ai suivi attentivement l'affaire du chargé de cours de l'Université de Saint-Gall (HSG). J'ai été enchanté d'apprendre que le recteur de l'HSG, le professeur *Mohr*, avait déclaré dans une interview du «St. Galler Tagblatt» qu'après les propos que *Thielmann* avait tenus devant la commission des finances allemande, son poste était remis en question. M. *Mohr* a absolument raison. Les déclarations de *Thielmann* sont effarantes. Il a présenté son discours devant la commission des finances allemandes sur du papier à en-tête de l'HSG, ce qui a laissé penser qu'il s'agissait du point de vue officiel de la Suisse. C'est une tromperie sur la marchandise qui doit être sanctionnée. Ses opinions n'ont rien à voir avec la liberté de la science, car elles sont polémiques et non scientifiques. Je ne comprends pas ce qu'une

telle personne fait à l'HSG avec sa chaire d'éthique économique. Quand on examine sa biographie, on constate qu'il vient d'Allemagne où il a fait ses études et qu'il a émigré ensuite en Suisse où il a pu rédiger sa thèse grâce à une bourse du *Fonds national suisse*. Le fait qu'il reproche aux gens qui l'ont financé un «manque de sens de l'injustice» est l'expression d'un culot phénoménal et n'a absolument rien à voir avec la science et l'éthique. Devons-nous accepter cela? Il ne s'agit pas d'éthique mais d'une propagande facile au service d'une mission politique. Que les choses soient claires: Ne donnons plus un sou à M. *Thielemann*. Versons le montant de son salaire au Village d'enfants *Pestalozzi* ou à la Croix-Rouge.

Alfred Burger, Kilchberg

Ne touchez pas à la Suisse!

Le capital international veut faire un exemple. La gauche est-elle complice?

par Jürgen Elsässer

Steinbrück fait pression: une loi doit passer au Bundestag avant la pause estivale pour punir les contacts financiers avec la Suisse. Ainsi, nous chasserons les investisseurs de la «République alpine» pour les faire passer à la caisse chez nous. Au printemps, UBS a vu fuir 46 milliards de dollars. La Suisse est saignée à blanc, le capital atterrit dans les énormes gouffres de Wall Street et de Londres. L'ancien conseiller fédéral *Villiger* craint qu'à la suite des fortes pressions étrangères, la Suisse ne «se dissolve comme un morceau de sucre dans le café». Le patron de la «Weltwoche» *Köppel* parle explicitement d'une «guerre contre la Suisse». C'est courageux, nécessaire et vrai!

Le but de cette attaque est le suivant: détruire une monnaie nationale stable qui, face à l'effondrement du dollar et de l'euro, pour-

rait devenir une monnaie refuge pour nous tous; et détruire le modèle suisse, qui montre qu'un Etat nation et une économie nationale sont possibles en dehors des structures impérialistes et que l'on vit là-bas mieux que dans le ventre du monstre supranational de l'UE.

Le ministre de l'économie *Guttenberg* (CSU) qui a déjà cédé sous le fouet de *Steinbrück*, veut soutenir le projet de loi. Pire encore: la gauche soutient la campagne contre la Suisse. *Lafontaine* suit son ami *Jean Ziegler* et approuve l'attaque contre le secret bancaire. Dans la «junge Welt» et le «Neues Deutschland», on ne trouve aucun article pour défendre l'Etat voisin.

Le mot d'ordre doit être maintenant: Ne touchez pas à la Suisse! Confédérés de tous les pays, unissez-vous! •

«Libre circulation des capitaux, ...»

suite de la page 1

les activités des hedge funds dangereuses pour le système. Les auteurs s'inquiétaient de l'instabilité croissante entraînée par la libéralisation des mouvements de capitaux. Toutefois, ils n'indiquaient absolument pas que cette évolution pourrait conduire à une catastrophe et que le système pourrait être défectueux.

Système fiscal

Les mouvements de capitaux, les systèmes fiscaux et la concurrence fiscale sont liés, et cela pour des raisons faciles à comprendre. La controverse actuelle sur le secret bancaire suisse a une histoire. En 2000, par exemple, une commission de l'OCDE a procédé à une enquête sur les «régimes fiscaux potentiellement dangereux dans les pays membres de l'OCDE». Elle a utilisé comme critère l'«échange d'informations sur les données bancaires» et demandé à son Conseil d'adopter l'échange d'informations comme norme contraignante pour l'OCDE. La Commission a trouvé quelque chose. Le Luxembourg, la Suisse et 3 cantons suisses ne réussissaient pas son examen. Il fut bientôt question d'une «liste noire». Cette «liste» n'était cependant pas un document contraignant qui aurait reçu la bénédiction du Conseil mais plutôt un document de travail qui fut baptisé «liste noire» en jargon interne et dans les médias.

L'Autriche, la Suisse et le Luxembourg se référèrent au principe de consensus et s'opposèrent à la recommandation du groupe de travail selon laquelle ces trois pays devaient, jusqu'en 2006, offrir sur demande aux autorités fiscales étrangères un accès illimité aux données bancaires. Et cela à juste titre. Les statuts de l'OCDE permettaient aux pays membres de mettre leur veto aux projets qui étaient en contradiction avec leurs conceptions socio-politiques. Ce qui était en

cause ici, c'était la relation entre les citoyens et l'Etat qui s'était développée en Suisse à travers les siècles. La question de la «liste noire» était donc réglée ... provisoirement.³

La controverse fiscale actuelle

Les pays qui n'avaient pas pu s'imposer n'abandonnèrent pourtant pas la partie. Un *Global Forum on Taxation* fut constitué à Berlin en avril 2004 de manière informelle et en dehors de l'OCDE officielle. Il mit en route un «processus de recherche de consensus» en vue d'introduire une norme contraignante concernant l'«échange d'informations». Des pays qui n'étaient pas membres de l'OCDE participaient également à ce Forum.

Aujourd'hui, en pleine crise financière et économique, les listes «grise» et «noire» reviennent sur le tapis. L'ancien débat a repris mais les attaques de l'étranger sont plus vives qu'il y a quelques années. Vu leur situation financière désastreuse, les puissances économiques veulent augmenter leurs pressions. Lors d'un débat parlementaire au Bundestag, il a été question d'«envoyer la cavalerie» pour créer un climat menaçant – ou comme le faisait l'Inquisition: «... on doit montrer aux Suisses les instruments de torture». Les attaques ont un aspect affectif et se situent à un niveau discutable. Les titres des journaux ne sont pas d'un meilleur niveau. C'est un signal d'alarme.

A la suite de ces pressions considérables, le Conseil fédéral s'est déclaré disposé à adopter la norme OCDE sur l'échange d'informations (qui n'existe pas en tant que principe contraignant pour tous) et à renégocier l'accord de double imposition, qui existe depuis longtemps. Cependant selon le Code civil suisse et la conception générale du droit, les accords négociés sous la menace sont attaquables. Ils peuvent être déclarés non obligatoires par celui qui est menacé. C'est exactement ce qui pour-

rait se passer au Parlement suisse et ensuite lors d'une votation populaire.

Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui?

Les nombreux traités et accords réglementant les relations juridiques avec les Etats étrangers n'ont pas changé. Le principe de consensus de l'OCDE non plus. Ainsi, il n'y a jamais eu de liste «noire» ou «grise» contraignante. Et il n'y en a toujours pas. Et il ne peut pas y en avoir (à moins qu'un membre de l'organisation approuve sa propre condamnation). Une mise au point plus nette de la part du Conseil fédéral serait souhaitable. La conseillère *Doris Leuthard* est aujourd'hui vice-présidente de l'OCDE et aurait une position privilégiée dans cette affaire.

Ce qui a changé, c'est la nature des attaques qui remettent en cause l'état de droit et le droit international.

Objectif des attaques

Après le G-20, certaines conclusions sont possibles: Les grandes puissances ne veulent pas, du moins pour le moment, modifier les fondements du système financier global qui repose sur la libre circulation des capitaux décidée par l'OCDE. La «machine financière» doit continuer à tourner. A court terme, on ne prévoit pas de changement de cap, comme en 1944 à *Bretton Woods*. Pour maintenir le système, on va toutefois instaurer davantage de surveillance. Le FMI doit être développé et recevoir beaucoup plus d'argent et de compétences. Les systèmes fiscaux seront mis au pas par-delà les frontières selon la devise «Luttons contre les paradis fiscaux». La Suisse, qui n'a pas été invitée au G-20, se trouve en tête de liste. Le consensus doit porter sur l'«échange d'informations sur les données bancaires».

Pourquoi cela? S'agit-il de trouver les milliards, voire les billons qui manquent pour réparer et maintenir le système financier mondial?

Il n'est pas certain que le gouvernement allemand obtienne davantage d'argent de cette manière. L'objectif est probablement plutôt de limiter la souveraineté de petits pays qui possèdent encore une monnaie et une place financière à eux. A moyen terme, sous la houlette du FMI, on va sans doute instaurer une union monétaire qui remettra encore davantage en cause les réglementations nationales.

Les pressions sont absolument injustifiées puisque la Suisse a conclu avec tous ses partenaires commerciaux importants des accords de double imposition, qu'elle les respecte, qu'elle accorde une assistance juridique à la demande en cas de fraude fiscale et est le seul pays au monde à prélever pour les Etats de l'Union européenne un impôt à la source sur les intérêts de l'épargne.

Conclusion

La situation est inquiétante. Il n'y va pas seulement du secret bancaire, élément essentiel en Suisse des relations entre les citoyens et leur commune et l'Etat. Il y va de la souveraineté et du système juridique et fiscal très fédéraliste qui repose comme nulle part ailleurs sur la démocratie directe. En Suisse tout particulièrement, une «mise au pas» ne saurait être imposée sans contrevenir aux principes de la démocratie et de l'état de droit. C'est ce qui se passe ces jours-ci.

La souveraineté du pays est en danger. Je pense que le monde politique devrait serrer les rangs et résister, comme la Suisse l'a souvent fait au cours de son histoire. •

¹ Ensemble de règles dont la juridicité est discutée, qui n'ont pas nécessairement et immédiatement un caractère juridique. [ndt.]

² Forty Years Experience with OECD Code of Liberalisation of Capital Movements, OECD, 2002

³ Die Volkswirtschaft, magazine de politique économique, sur le sujet «OCDE», Seco, 4-2005

Agitprop d'un style des plus vulgaires

L'Allemagne, agent d'exécution des plans américains contre la Suisse

thk. Le débat autour du système d'imposition suisse et le secret sur les clients des banques a perdu depuis longtemps le caractère d'une discussion objective. Ici, le ton haineux de notre voisin du nord saute aux yeux. Il ne s'agit pas ici de l'entretien de contact objectif entre deux pays souverains, qui conduit dans la plupart des cas à une approche mutuelle, mais plutôt de tout autre chose.

La séance de la commission des finances du Bundestag du 25 mars 2009 confirme cette supposition des plus clairement. Urs Roth, le Président de l'Association suisse des banquiers a été invité à cette audience. Il a défendu honorablement et sincèrement le point de vue suisse et a toujours attiré l'attention sur les accords contractuels entre la Suisse et l'Allemagne (cf. encadré ci-dessous). Malgré les questions et les commentaires en grande partie primaires et monstrueux venant des représentants du SPD (Parti social-démocrate), des Verts, des syndicats ainsi que de quelques experts du plus bas niveau, il déclara avec calme et pondération, de manière catégorique et compréhensible pour chacun, que la Suisse avait toujours respecté les contrats en vigueur et qu'elle continuerait à l'avenir. L'Etat de droit suisse reposant sur la démocratie directe – cela est devenu ici évident – fonctionne au mieux.

La Suisse a toujours respecté les contrats en vigueur

Pourtant, malgré cette prise de position claire et son fondement juridique, les attaques de la gauche allemande contre la Suisse deviennent de plus en plus bêtes, haineuses et éhontées et elles visent seulement à dénigrer la Suisse dans son ensemble pour créer un climat menaçant. Il est évident qu'on joue ici un jeu déloyal.

L'expert Lorenz Jarass, professeur en sciences économiques en Allemagne et aux USA, s'est disqualifié sans le remarquer en faisant du Liechtenstein et de la Suisse neutre des pays appartenant à l'Union Européenne et en fondant toute son argumentation là-dessus. Pourtant ces mesquineries ne suffisaient pas. Il a soutenu avec sa prise de position les «propos bellicistes» du SPD et ainsi l'action

Frank Schäffler (FDP): «M. Eichel vient de demander combien la Suisse récolte ou gère d'argent noir. C'est une question très importante, déjà en ce qui concerne le sens du mot. Mais on vient de dire que l'Allemagne était plus attractive que la Suisse pour les placements. D'où ma question: Connaissez-vous le montant de l'argent noir placé par des citoyens suisses sur des comptes allemands ou, d'une manière plus générale, le montant de l'argent noir géré en Allemagne? Peut-être existe-t-il ici aussi des données qui pourraient nous aider.»

Urs Roth (Association suisse des banquiers): «En ce qui concerne l'Allemagne, il est vrai que l'accord sur la double imposition avec la Suisse prévoit actuellement une transmission d'informations et une assistance administrative en cas de fraude fiscale et non pas en cas de soustraction fiscale et cela selon le principe de *double incrimination*. Cependant, le gouvernement helvétique a déclaré clairement qu'il procéderait à une révision de cet accord, qu'il adopterait la norme 26 du *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune* de l'OCDE dans sa totalité, c'est-à-dire également en cas d'évasion fiscale selon le droit du pays présentant la demande.

Quant à la deuxième question, l'argent noir: Les chiffres que l'Association suisse des banquiers a publiés il



du gouvernement fédéral: «Les mesures, que peut prendre l'Allemagne, [...] consistent tout simplement à se souvenir de l'Inquisition espagnole. D'abord, on montre à celui qui, du point de vue allemand, ne se comporte pas bien, les instruments de torture.» En outre, il était d'avis que «les accords internationaux ne peuvent être atteints que si l'on construit un potentiel de menace contre des Etats privilégiés jusqu'à présent par leurs systèmes de paradis fiscal. Et ce potentiel de menace a été maintenant proposé par le ministre des Finances.»

C'est là une attaque contre le procédé d'Etat de droit et contre le droit international. Le fait que Merkel couvre une chose pareille, en dit long.

Le député SPD Hans-Peter Krüger fait des 2 billions de francs déposés sur des comptes d'épargne en Suisse de l'«argent noir» pour donner une image criminelle de la Suisse. L'«expert» Ondracek du syndicat allemand des impôts renforce les menaces en voulant procéder plus agressivement contre d'autres Etats: «Nous avons besoin de sanctions quand un Etat ne se montre pas coopératif [...]»

Un Allemand enfermé dans sa tour d'ivoire et qui ignore les convenances

Le député SPD Ortwin Runde a posé une question au maître de conférence de l'Ecole supérieure de Saint-Gall, Ulrich Thielemann, de provenance allemande et qui a pu faire son habilitation grâce à une bourse suisse. Avec cette question, il lui a donné la possibilité de débâter contre la Suisse et sa population. Il se sert d'une argumentation quelque peu aventureuse et attribue en gros à la population suisse, au moyen de phrases vides, un «manque de conscience pour la justice» en ce qui concerne le détournement

de soustraction ou de fraude fiscale contre des personnes, des institutions et des entreprises. [...]

La Suisse transmet déjà des renseignements à l'Allemagne et cela sur la base de l'accord sur la double imposition, qui a été révisé entre 2002 et 2004. Des informations sont transmises en cas de fraude fiscale. Malheureusement, d'après ce que j'ai appris de l'administration fiscale helvétique, l'Allemagne a fait une seule demande d'assistance administrative dans le cadre de cet accord.

Le 13 mars, le Conseil fédéral a déclaré très clairement que la Suisse était prête à renoncer aux réserves qu'elle avait émises contre certaines parties du Modèle de l'OCDE sur la double imposition et qu'elle lèvera cette réserve dans le cadre d'accords de double imposition qui seront ré-

visés ou conclus à nouveau avec les Etats qui le souhaitent. Ce changement d'attitude de la Suisse concerne particulièrement l'extension de l'assistance administrative à l'ensemble des délits en matière fiscale selon la définition du «renseignement» figurant à l'article 26.

Il n'y a pas de comptes anonymes en Suisse. Les livrets d'épargne au porteur ont été abolis. La Suisse est à la pointe en matière d'identification non seulement des clients mais aussi des ayants droit économiques.

Nous avons promulgué des règles très détaillées. L'autorité de surveillance procède à des contrôles très stricts. Ces règles sont toujours un modèle pour la *Financial Action Task Force on Money Laundering* en matière d'identification. Donc: pas de comptes anonymes en Suisse!»

qu'Allemand enfermé dans sa tour d'ivoire, n'a aucune idée du pays et de ses habitants. Cela n'est pas nécessaire pour le SPD. Ils ont besoin d'un complice qui leur bâtit n'importe quel argument éliminant leur permettant d'exécuter leur mission dictée par les USA.

On est surpris de l'attitude manifestée par ceux qui sont intervenus et ont posé des questions, particulièrement ceux de la gauche. Une lueur d'espoir: les représentants du FDP (Parti libéral), de la CDU/CSU (Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne sociale) ou des experts neutres et objectifs ont essayé de revenir à un niveau objectif et constructif.

En violation de toutes les obligations en matière de droit constitutionnel et de droit international, un pays a été mis au pilori lors de cette audition et attaqué comme on l'a rarement vécu. On ne s'est même pas efforcé, du côté de la gauche, de rester convenable en la présence du représentant suisse, Urs Roth.

Conscience démocratique et solidaire développée au fil du temps

La Suisse est la démocratie moderne la plus ancienne sur le continent européen. Grâce à une conscience démocratique et solidaire des êtres humains développée au fil des siècles, un Etat de droit a été créé, qui a réussi à maintenir la disparité sociale aussi faible que possible et à soutenir de manière sensée les plus faibles au niveau social et à les intégrer dans la société. Le modèle de la démocratie directe s'est amélioré au cours des siècles et donne à chaque citoyen un haut degré de responsabilité politique qui n'existe pas, et de loin, dans les pays voisins. La Suisse s'est fait un nom au niveau international grâce au travail du Comité de la Croix-Rouge internationale et est estimée dans le monde entier pour son engagement humanitaire dans la coopération avec les pays en voie de développement. C'est cela la substance réelle de la Suisse, tout le reste n'est que propagande méchante.

Christian Waigel (avocat): «Je ne crois pas qu'on puisse dire qu'un pays où les impôts sont peu élevés soit pour cela un paradis fiscal. On prend toujours le secret bancaire comme critère. Mais si l'on prend les deux critères en même temps, presque tous les Etats européens voisins seraient des paradis fiscaux. Parmi eux, on devrait compter aussi l'Italie, l'Autriche et tous ceux qui ont aboli les droits de succession. Je conseille d'être prudent avec le terme de paradis fiscal. Il en existe aussi en Allemagne. Il existe en Allemagne différents moyens tout à fait légaux permettant de payer moins d'impôts.

Permettez-moi une petite incursion dans ces deux pays [le Liechtenstein et

la Suisse]: Ils distinguent naturellement la fraude fiscale, qui est poursuivie pénalement, et la soustraction fiscale qui ne l'est pas. C'est avant tout une décision souveraine de ces deux pays. Je ne crois pas que cela seul autorise à les qualifier de paradis fiscaux. Effectivement, les taux d'imposition y sont faibles mais on doit se demander pourquoi. Ce système suisse semble fonctionner assez bien malgré ces faibles taux et les coûts élevés des infrastructures, de l'armée, etc. Je conseillerais de ne pas seulement condamner le pays mais de l'observer: Pourquoi cela fonctionne-t-il en Suisse? Peut-être que l'Allemagne pourrait en prendre de la graine.»

L'Allemagne a besoin de plus de justice et de démocratie ...

... et non pas de fonctionnaires de gauche au service du grand capital

par Karl Müller

On se creuse la tête de par le monde comment mettre un frein à la crise mondiale des marchés financiers, qui se répercute sur le monde industriel, menaçant de déclin l'ensemble du marché mondial, les pays pauvres étant les plus touchés. Il s'agit surtout d'imaginer un monde plus juste, plus pacifique et plus démocratique après l'échec catastrophique du modèle de capitalisme anglo-américain et de la volonté de domination de l'Occident.

Ainsi, le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Miguel d'Escoto Brockmann, a invité à New York les chefs de gouvernements et d'Etats des 192 Etats-membres à une conférence du 1^{er} au 3 juin prochain, consacrée à la crise financière mondiale. On annonce également que le vœu a été émis de mettre en discussion, lors de cette conférence, la suppression de la qualité de monnaie phare du dollar américain.

Alors même que dans le monde entier s'exprime le vœu de réflexion sérieuse et que les populations souhaitent une solution juste, pacifique et démocratique, certains Allemands et leurs médias ne trouvent rien de mieux à faire que d'exacerber la campagne de dénigrement menée contre la Suisse.

Les politiciens socialistes et les soixante-huitards

On ne trouve pas que des politiciens socialistes, tels que Steinbrück, Münterfering ou Steinmeier, mais aussi les militants soixante-huitards tels Daniel Cohn-Bendit ou Joseph Fischer qui se trouvaient il y a déjà quarante ans du côté des provocateurs, des violents et va-t-en guerre lesquels avaient en 1999 embarqué l'Allemagne dans la première guerre après 1945, celle de Yougoslavie, au mépris du droit des peuples. Des gens dont on sait leurs étroites relations aux deux grands meneurs de guerre du monde actuel, ainsi qu'aux profiteurs de ces conflits.

Quelle mouche a donc piqué Fischer de déclarer le 11 janvier, peu avant l'entrée en fonction d'Obama, que l'Union européenne devait se montrer beaucoup plus coopérative avec les Etats-Unis, et agir en tant qu'acteur international en puissance dominante et, de ce fait, s'engager beaucoup plus dans la guerre d'Afghanistan? Et Cohn-Bendit, de son côté, lorsque dans une interview accordée à Spiegel Online, le 29 mars, il plaide «pour que non seulement on élimine les paradis fiscaux, mais qu'on en finisse avec le secret bancaire».

Et en quel honneur un Jean Ziegler se met-il à déclencher une polémique envers son propre pays en déclarant dans un même souffle que l'Allemagne «est une démocratie authentique et vivante», alors même qu'il est suffisamment au clair à ce propos?

Rien d'autre que «tout détruire»

Les moyens employés dans la campagne contre la Suisse sont bien connus – il s'agit de la mentalité de «tout détruire» des militants de soixante-huit: on se présente agressif et autoritaire, on manie le ricanement, le cynisme, la polémique, l'arrogance et tout l'arsenal postmoderne de l'antihumanisme et de la déformation linguistique au moyen d'une programmation neuro-linguistique. Mais on cherche en vain des arguments!

Le philosophe Jürgen Habermas, dans un de ses moments d'illumination, avait utilisé pour ce genre de confrontation politique atavique l'expression «fascisme de gauche»: toutefois il ne s'agit plus aujourd'hui de terreur physique contre des hérétiques, mais de l'utilisation de propagande très émotionnelle par les agences de relations publiques, comme l'ont prouvé Jörg Becker et Mira Beham dans leur livre «Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod» (ISBN 3-8329-1900-7) y dénonçant l'intoxication menée à la veille de la guerre de Yougoslavie.

Ce n'est pas pour la justice, la paix et la démocratie ...

Il est bien clair que ces cercles ne se préoccupent pas de justice, ni de paix, ni de démocratie, mais bien ouvertement des intérêts du capital financier anglo-américain, du «Money-trust anglo-américain (voir F. William Engdahl: «Der Untergang des Dollar-Imperiums. Die verborgene Geschichte des Geldes und die geheime Macht des Money Trusts», 2009, ISBN 978-3-938516-89-8)

... mais bien pour le «Money Trust»

Ce nouveau livre de William Engdahl rappelle que ce Money Trust instrumentalisait, il y a déjà plus de 90 ans – alors qu'il s'agissait d'entraîner dans la Première Guerre mondiale une population américaine peu encline à se lancer dans cette aventure –, au moyen du Committee on Public Information (CPI) et d'une rhétorique de gauche, afin d'engager la gauche américaine, se trouvant essentiellement dans le parti démocrate du président Wilson. Il s'agissait, selon Engdahl, d'appeler aux «sentiments élémentaires»: «La propagande du CPI s'adressait délibérément au «cœur» et non pas à la «raison». Cette agitation affective était une technique privilégiée des stratèges du CPI qui savaient parfaitement que n'importe quelle émotion pouvait être instrumentalisée grâce à une habile manipulation.»

Nous en sommes au déclin du système du dollar

Cela est connu dans le monde entier (le dernier chapitre du livre de Engdahl porte d'ailleurs comme titre: «La fin du système du dollar»). Le capital financier anglo-américain a jeté le bouchon trop loin et cherche maintenant, avec l'énergie du désespoir, une voie lui permettant de maintenir sa domination.

L'une de ces voies consiste à tenter d'éliminer les autres monnaies de valeur mondiale, entre autre le franc suisse. En effet, la menace pour le dollar est d'autant plus forte que se présentent des monnaies en alternative au dollar. Cela d'autant plus que le Federal Reserve System s'engage dans l'inflation, donc dans une dévaluation de la monnaie, ce que ne veulent pas accepter les possesseurs de dollars dans le monde.

Ils veulent une fois de plus marquer le monde de leur empreinte

Les gouvernements à Londres et à Washington ont serré les coudes, après la visite de courtoisie du premier ministre anglais Gordon Brown au nouveau président américain, et décidé de marquer le monde une fois de plus de leur empreinte. Est-ce pour cela que Brown fut applaudi à tout rompre au Congrès américain, alors que rien d'autre ne le laisse supposer?

Quoiqu'il en soit: Le G-20, mené par la ligne franco-anglo-germano-américaine, à Londres, au début d'avril, a suivi – peut-être pour la dernière fois – les directives anglo-

américaines et, du haut de son arrogance, décidé de diriger, sans aucune légitimation populaire, les destinées financières et économiques du monde au profit du capital financier anglo-américain. Ceci entre autre

- par la mise en place d'une commission de contrôle centralisée auprès du FMI, le «Financial Stability Board» qui est encore à créer,
- par la fixation d'une économie mondiale orientée vers le grand capital (cf. chapitre «Resisting protectionism and promoting global trade and investment» dans le document final du sommet),
- au moyen d'agressions massives envers la souveraineté des Etats qui auraient d'autres vues pour la résorption de la crise (cf. chapitre «Tax havens and non-cooperative jurisdictions» dans le document final consacré au «renforcement du système financier»).

La revue américaine Foreign Affairs, reflétant les vues du puissant Council of Foreign Relations avait publié, en mai/juin 2007 déjà, un article au titre évocateur de «La fin des monnaies nationales», qui permet de comprendre ce qui se passe actuellement avec la Suisse.

Au chevet de l'effondrement de l'empire du dollar

Toutes ces tentatives violentes et acharnées ne pourront empêcher que le titre du livre de Engdahl «L'effondrement de l'empire du dollar» ne devienne réalité. Les efforts du gouvernement américain pour tenter de maintenir cet empire restent vains, comme l'indique Engdahl. Ce dernier termine son livre avec le paragraphe suivant: «Pour la première fois depuis 1945, le reste du monde a la chance de suivre une voie de stabilité nationale et régionale, laquelle n'est plus vraiment dominée par le dollar. Toutefois, il n'est pas certain que cette liberté sera saisie. Il s'agit surtout d'une décision politique et non pas économique. Le reste du monde se trouve à la croisée des chemins. C'est à lui à savoir s'il veut saisir cette nouvelle donnée comme une chance, ou bien s'enfoncer avec le système du dollar.

Où va la gauche allemande?

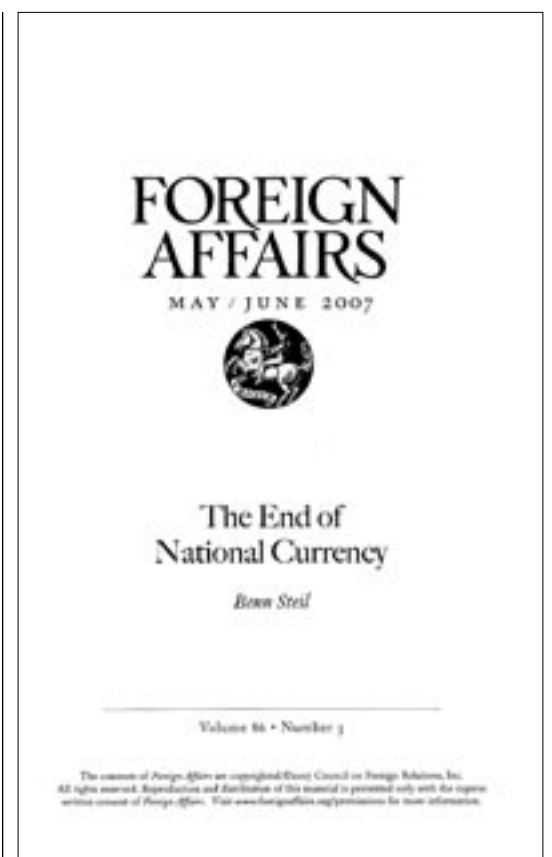
Où se positionnent les sociaux-démocrates allemands, où se trouve la gauche allemande? Veut-elle se laisser embarquer par une clique de vieux soixante-huitards corrompus et avides de pouvoir, comme nous l'avons montré ci-dessus, dans une folle aventure destructrice dans l'intérêt unique de quelques rares profiteurs anglo-américains?

Les résultats en sont, aujourd'hui déjà, catastrophiques. Ceci dans tous les domaines: de la vie de famille jusque dans les guerres qui n'en finissent pas; de la pauvreté répandue dans le monde entier, y compris les souffrances de la faim, jusqu'à la destruction de la démocratie. Est-ce cela les objectifs visés par une gauche honnête?

Pour qui observe objectivement la politique gouvernementale de la social-démocratie et des Verts allemands depuis 1998, sait de quoi il retourne. Y compris ceux qui savent les agissements des militants soixante-huitards.

Dans les années 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918, la social-démocratie allemande a voté pour les crédits d'une guerre épouvantable et soutenu un système politique autoritaire, au lieu de rester fidèle à son programme de paix, de justice sociale et de démocratie. Ce qui explique les cauchemars de nombreux militants social-démocrates, ne faisant bien sûr pas partie de l'élite, laquelle se retrouve de nouveau dans cette tradition ignoble.

Il serait pourtant si simple de tout changer et de concentrer toute son énergie sur ce qui concerne profondément les gens: c'est-à-dire moins de pauvreté en Allemagne et dans le monde, plus de solidarité; pour une démocratie directe, reposant sur le dialogue des citoyens et citoyennes; pour le droit dans les relations entre les Etats et les peuples, pour la paix dans le monde.



ISBN 978-3-938516-89-8

S'engager pour des valeurs humaines importantes ...

S'engager par exemple pour l'égalité, pour un renforcement de la communauté, plus d'humanité dans la vie commune. On y pense dans tous les camps politiques. Ulrich Maurer, du parti «Die Linke» a écrit un livre intitulé «Eiszeit. Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken» qui vaut autant la peine d'être lu que celui de Norbert Blüm du parti conservateur CDU avec comme titre «Gerechtigkeit. Eine Kritik des Homo oeconomicus».

Il est donc possible de mener un dialogue constructif dans le domaine des questions fondamentales de la vie commune et de trouver un consensus honnête.

... ou poursuivre cette campagne de dénigrement primitive?

Au lieu de cela, nous assistons actuellement de la part des responsables de la gauche à une campagne de dénigrement primitive contre un de nos voisins. Nous nous retrouvons à la case départ, en ce qui concerne l'attitude politique absolutiste: déni de droit, priorités pour quelques-uns et des citoyens et citoyennes privés de leurs droits. Nous le vivons chez nous, mais aussi ailleurs. Nous, Allemands, ne pouvons accepter cela.

¹ Maurer, Ulrich. *Eiszeit. Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken*. ISBN: 978-3-570-50070-5

² Blüm, Norbert. *Gerechtigkeit. Eine Kritik des Homo oeconomicus*. ISBN: 978-3-451-05789-2

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

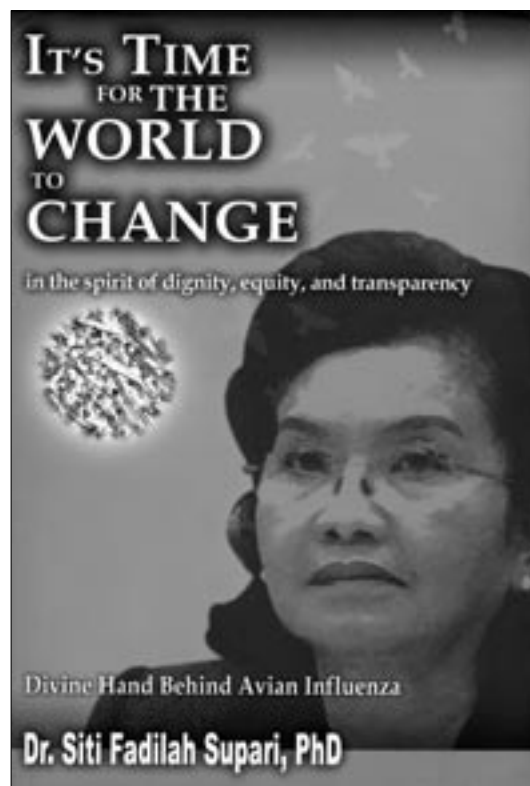
Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La ministre indonésienne de la Santé exige la dignité, l'égalité et la transparence pour tous les pays

par Eva-Maria Föllmer-Müller et Stefan Keller



Un livre du Dr Siti Fadilah Supari PhD: *It's Time for the World to Change – In the spirit of dignity, equity and transparency – Divine hand behind Avian Influenza*, ISBN 978-979-17357-0-4; pour se le procurer, le plus rapide est de passer par l'éditeur: P. T. Sulak sana Watinsa Indonesia (SWI). Tel./Fax: +62 21 866 141 25, Mobile: +62 81 881 31 54, Email: swi_ptina@yahoo.com

La ministre indonésienne de la Santé, le Dr Siti Fadilah Supari* a publié ce livre important en Indonésie en 2007; depuis l'an dernier il est également disponible en anglais.

Ce livre décrit le combat du Dr Siti Fadilah Supari contre l'OMS et les efforts néocolonialistes pour dépouiller son pays et tous les autres pays en développement de leur dignité et de leurs droits. Elle dénonce le traitement inégal que les pays industrialisés infligent aux pays en développement et exige transparence lors de la remise et du traitement subséquent des souches virales.

La grippe aviaire en Indonésie

L'Indonésie a été le pays le plus touché par la grippe aviaire. Depuis 2005 cette épizootie y est devenue un grave problème sanitaire. Selon l'OMS, 141 cas avérés de transmission à l'homme ont été recensés. A ce jour 115 patients sont décédés.

Elle décrit les efforts conjugués du gouvernement et de la population indonésienne pour faire face dans leur pays aux conséquences de la grippe aviaire et montre qu'ils ont fait ce qui était nécessaire pour stopper son extension.

Un combat infatigable contre les discriminations envers les pays en développement

En tant que ministre de la Santé, elle s'en est d'abord tenue exactement aux prescriptions de l'OMS relatives à la grippe aviaire. C'est là qu'elle a réalisé de plus en plus clairement les discriminations infligées aux pays en développement par les pays riches occidentaux.

L'OMS exigeait par exemple du gouvernement indonésien qu'il fournisse à la population des quantités suffisantes de Tamiflu, un antiviral. Le pays a réussi à grand-peine à réunir les fonds nécessaires. Mais il n'a cependant pas pu s'en procurer, car tous les stocks avaient été déjà acquis par les pays riches à titre de précaution. (90% du commerce des vaccins se trouve entre les mains de 10% de la population mondiale.)

Confrontée à ces expériences, le Dr Supari conclut à juste titre que son pays devait se débrouiller seul.

Dans la préface de son livre, elle écrit: «Le cas de la grippe aviaire nous montre qu'il est

* Le Dr Siti Fadilah Supari est ministre de la Santé en Indonésie. Originaire de Solo dans le centre de Java, elle est médecin consultante en cardiologie et spécialiste affections cardiaques et cardio-vasculaires.

L'Indonésie

L'Indonésie est avec environ 237 millions et demi d'habitants le quatrième pays au monde pour le chiffre de population. Il compte 13 à 17 000 îles, et 21 de ses 33 provinces ont été touchées par la grippe aviaire. La volaille représente en Indonésie la première source de protéines. Selon la FAO (données du 18/03/08), 20% des volailles (soit 14 milliards de têtes, peuplent plus de 30 millions de basses-cours. Depuis le début de l'épizootie, en 2005, 9,5 millions d'animaux (canards, oies, poules et poulets, cailles) ont dû être abattus.

indispensable de maintenir la souveraineté du pays et de la République d'Indonésie. Et en passant par-dessus la tête des gens, les centres de santé collaborateurs de l'OMS ont en effet remis des échantillons de souches virales de la grippe aviaire (et d'autres encore) aux mains de firmes des pays industriels. Celles-ci les ont utilisées pour la fabrication de vaccins qu'elles revendent ensuite à des prix élevés aux pays pauvres atteints par le virus.» (p. xi)

Une initiative indonésienne contre le monopole occidental sur la recherche

Au terme d'un combat acharné elle est parvenue à enclencher un processus de restructuration de l'administration du système de santé mondial regroupé au sein de l'OMS et de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) permettant un traitement plus égalitaire et plus équitable de tous les pays ainsi qu'une transparence accrue.

Cette initiative a donné du courage à nombre de pays pauvres et/ou en développement qui se sont joints à elle. «Dans l'espoir d'aller vers un monde plus juste et en meilleure santé, tous les pays se sont mis d'accord pour décider qu'aucune nation n'avait le droit d'en exploiter une autre (exploitation de l'homme par l'homme) lorsqu'il s'agit de santé mondiale. Il ne doit plus y avoir de système permettant de contester aux pays pauvres atteints par la pandémie leurs droits sur leurs souches virales, avec pour conséquence la possibilité de tirer profit d'une commercialisation bien calculée des vaccins fabriqués à partir de ces souches, qui incluent celles issues de pays pauvres et/ou en développement.» (p. xii)

Elle poursuit: «Le monde entier sait qu'il ne s'agit pas de victoire ou de défaite diplomatique. Le combat contre la grippe aviaire est un combat pour l'humanité. L'enjeu en est que nous pouvons perdre la vie dans une pandémie, mais que l'avidité jointe à une mauvaise gestion du système de santé mondial entraîne à coup sûr l'extinction de la race humaine.» (p. xxi)

Lorsqu'il s'avéra que la souche indonésienne du virus était particulièrement agressive, le Dr Supari comprit exactement le mécanisme: son pays devait remettre la souche au Réseau mondial de surveillance de la grippe (RMSG); celui-ci la transmettait ensuite à l'un des Centres collaborateurs avec l'OMS qui en tiraient un virus susceptible d'être inoculé, à partir duquel leurs laboratoires fabriquaient un vaccin qu'ils pouvaient ensuite vendre très cher aux pays riches. Les centres collaborateurs sont des laboratoires qui travaillent avec l'OMS, implantés en Australie, en Grande-Bretagne aux USA et au Japon et considérés comme des laboratoires de référence.

En leur cédant le virus, le pays perd tous ses droits de propriété et le virus disparaît littéralement dans un trou noir. Si une pandémie se déclare, les pays qui ont remis la souche virale seraient servis, comme les autres pays pauvres, après les pays riches qui jouissent d'un traitement de faveur. Une mésaventure advenue au Vietnam. Ce dernier, après avoir remis son virus H5N1 aux centres col-

laborateurs n'a plus jamais appris ce qu'il en était advenu.

«Depuis 1952, les 110 pays victimes de cas d'influenza ordinaire (grippe saisonnière) étaient obligés de remettre des échantillons de leur souche virale de leur propre initiative et sans restriction aucune. Les virus remis au RMSG étaient dénommés «virus sauvages» et les échantillons devenaient la propriété du RMSG. Il s'agissait pour les experts d'évaluation des risques et de recherche. Mais ces échantillons ont servi en partie à créer des lignées virales (seed virus), qui permettaient ensuite de fabriquer des vaccins. Le problème était pour moi que les vaccins, fabriqués à des fins commerciales, étaient ensuite revendus à tous les pays, y compris ceux dont provenaient les virus sauvages, aux conditions fixées par ceux qui avaient développé les lignées, et qui étaient généralement originaires des pays développés industriels. Bien sûr les prix très élevés qu'ils exigeaient obéissaient à une rationalité purement économique et ne faisaient aucun cas de l'aspect moral et social. Ce sont les caractéristiques exactes du capitalisme.» (p. 11)

Le Dr Supari est partie en guerre contre ces inégalités de traitement: «Chaque regard sur le passé me découvrait comment l'impérialisme avait dépouillé mon pays d'une grande part de ses richesses, parce que nous n'avions pas les technologies nécessaires pour en tirer nous-mêmes parti. J'avais l'impression de regarder les autres s'appropriant une grande part de notre pétrole, tout simplement parce que nous n'avions ni les technologies ni les capitaux nécessaires pour le transformer.» (p. 10)

Des conclusions hâtives et erronées de l'OMS

Une autre discrimination infligée par l'OMS à son pays est en relation avec ce qu'on appelle les «cluster cases» (cas d'occurrence plus élevée que la moyenne). L'Indonésie détient le record mondial de «cluster cases», c'est-à-dire du nombre de cas de grippe aviaire par famille. A Tanah Karo, 7 des 8 membres d'une même famille avaient été infectés par le virus. Les experts de l'OMS, surtout les épidémiologistes, en conclurent très prématurément et sans en avoir discuté qu'il s'agissait là d'un cas de contagion d'homme à homme.

Ils se permirent donc une communication arrogante à la presse locale et internationale, qui revenait à déclarer au grand public que l'effrayante pandémie de grippe aviaire venait de débuter. Ce qui aurait eu pour l'Indonésie des conséquences dévastatrices, et le pays aurait été mis en quarantaine.

Supari expose comment elle a commencé à se défendre: «D'abord j'ai envoyé une protestation à l'OMS en Indonésie, pour avoir pris une position sur des faits non avérés qui pouvait avoir de graves conséquences pour l'Indonésie. [...] Deuxièmement je me suis enquis du séquençage ADN du virus de Tanah Karo, qui avait été remis aux centres collaborateurs [...]. Troisièmement j'ai demandé aux membres de l'OMS présents en Indonésie de rectifier les informations données par CNN, faute de quoi je porterais plainte devant l'ONU.» Puis elle a tenu une conférence de presse où elle rectifiait elle-même cette communication hâtive.

Même après le résultat de l'analyse de l'ADN viral effectuée par un laboratoire de son choix (non agréé par l'OMS), l'institut indonésien Eijkman, dirigé par le Professeur Sangkot Marzuki et avoir obtenu la confirmation qu'il s'agissait seulement, à Tanah Karo d'une forme un peu plus agressive du virus H5N1, qui ne permettait pas de conclure à une contamination entre humains, cette nouvelle information fut ignorée et ni l'OMS ni les scientifiques n'en soufflèrent mot.

Des virus pour Los Alamos ...

Bien que les scientifiques autochtones soient parfaitement formés, voire mieux que les autres, ils ne sont pas traités sur un pied d'égalité avec ceux des pays industriels. C'est ainsi que le ministre américain de la Santé, Michael Leawitt, avait promis à l'Indonésie une

NAMRU2

Le 24 avril 2008 on pouvait lire dans le «Jakarta Post» que ce laboratoire demandait l'immunité pour tous ses collaborateurs. Bien que Michael Leawitt se soit personnellement rendu en Indonésie, le gouvernement du pays ne fit que partiellement droit à cette requête. Le ministre indonésien des Affaires étrangères, Eddy Pratomo, jugea préférable d'exiger une totale transparence. L'Indonésie devait pouvoir accéder à toutes les recherches et à leurs résultats. On suspectait en effet le laboratoire de travailler pour les services secrets. Les laboratoires NAMRU étaient utilisés essentiellement par le personnel militaire américain stationné en Indonésie. En avril 2008 Siti Supari avait cessé de transférer les souches virales au laboratoire NAMRU2 tant qu'il ne serait pas prêt à partager les résultats de ses recherches avec l'Indonésie et les autres pays, afin que ceux-ci puissent fabriquer leurs propres vaccins.

subvention de 3 millions de dollars US, dont le pays n'a jamais vu la couleur. Lors d'une visite de la Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Condoleezza Rice, le Dr Supari apprit que l'argent avait été versé à NAMRU2 (US naval medical research unit 2) au motif que les recherches menées par ce laboratoire sur le H5N1 l'étaient en commun avec le ministère indonésien de la Santé. Le laboratoire NAMRU2 est une grosse unité hors des USA et sur ses 175 collaborateurs, 19 sont Américains.

Un chapitre important de son livre est consacré au laboratoire secret de Los Alamos. Au cours de ses recherches sur la disparition des séquences ADN du virus H5N1, elle apprit que l'OMS et les centres collaborateurs avaient directement transmis le matériel génétique au Los Alamos National Laboratory à New York. Et là, seul un petit nombre de chercheurs y avait accès.

... pour élaborer des vaccins ou des armes biologiques?

C'est au laboratoire Los Alamos qu'est concentrée la recherche sur les armes atomiques, chimiques et biologiques. «J'ai été extrêmement choquée. Je savais que Los Alamos était placé sous le contrôle du ministère américain de l'Energie. C'était lui qui avait mis au point la bombe atomique qui devait dé-

Suite page 6

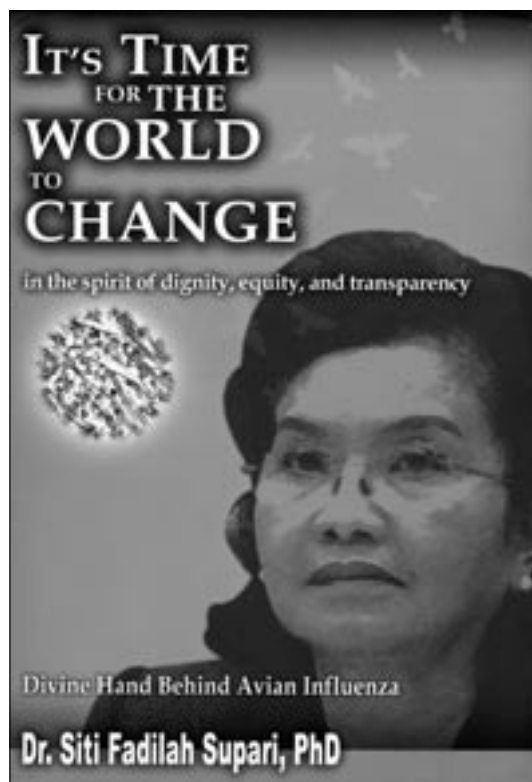
Des armes biologiques en provenance de Los Alamos?

Un chercheur de pointe au ministère de la Défense, Isro Samiharjo, a déclaré aux auditeurs que le gouvernement américain faisait procéder à Los Alamos à l'élaboration d'armes biologiques. Isro appuyait les dires de Siti et dit que ces mêmes échantillons pourraient être utilisés pour développer des armes. Il ajouta qu'un semblable scénario s'était déroulé dans les années 80, lorsque des nuisibles avaient envahi une grande partie des rizières et contraint l'Indonésie à importer des semences de riz – un état de fait qui perdure. Isro dit que les armes biologiques pourraient être utilisées pour rendre un pays dépendant d'un autre, ce qu'il appelait un «impérialisme caché». «Il existe évidemment une conjuration» poursuivit-il avant de discuter de la participation des USA au développement d'armes biologiques. Ces armes devant être inéluctablement fabriquées un jour, le ministère indonésien de la Défense et son département du potentiel défensif se concentrent désormais sur la défense biologique.

Source: «Jakarta Post» du 16/3/08

La ministra indonesia de salud exige dignidad, equidad y transparencia para todos los países del mundo

por Eva-Maria Föllmer-Müller y Stefan Keller



Dr. Siti Fadilah Supari, PhD: *It's time for the World to Change – In the spirit of dignity, equity and transparency – Divine Hand Behind Avian Influenza*, ISBN 978-979-17357-0-4; la forma más rápida de obtener el libro es directamente de la editorial: PT. Sulaksana Watinsa Indonesia (SWI), Tel./fax: +62 21 866 141 25, Mobile Phone: +62 81 881 31 54, email: swi_ptina@yahoo.com

La ministra indonesia de salud Dr. Siti Fadilah Supari* publicó su importante libro en 2007, en Indonesia; desde el año pasado hay una edición en inglés.

En su libro Siti Fadilah Supari describe la lucha contra la OMS, y los empeños neocolonialistas de privar a su país, y también a otros países en desarrollo, de su soberanía, sus de-

* Dr. Siti Fadilah Supari, PhD, es ministra de salud en Indonesia desde 2004. Es originaria de Solo en Java Central y es médica consultora en cardiología y especialista en enfermedades del corazón y de vasos sanguíneos.

Indonesia

Indonesia con 237,5 millones de habitantes es, por su población, una de las cuatro naciones más grandes del mundo. Está formada por 13 hasta 17 mil islas y 33 provincias; 21 de ellas estuvieron atacadas por la gripe aviar en 2005. Para Indonesia, las aves son la fuente principal de proteínas. Según datos de la FAO (18.3.08), 20% de las aves (14 mil millones) están repartidas en más de 30 millones de gallineros. La situación es crítica aún hoy. Desde el comienzo de la gripe aviar, se tuvieron que matar 9,5 millones de aves (patos, gansos, pollos, codornizas).

rechos y su dignidad. Ella denuncia, que los países industrializados tratan a los países en desarrollo de manera desigual, y exige transparencia para la entrega y la posterior elaboración de los virus.

Ella describe cómo el gobierno indonesio, conjuntamente con la sociedad, encararon con mucho cuidado todo lo referente a la gripe aviar en su país, y tomaron las medidas necesarias para frenar su propagación.

Incansable contra el trato desigual de los países en desarrollo

Como ministra de salud de su país, al comienzo se atuvo exactamente a las instrucciones de la OMS con respecto a la gripe aviar. Pero a la vez, al ocuparse de la gripe, se fue dando cuenta del tratamiento desigual de los

Gripe aviar en Indonesia

Indonesia ha sido el país más fuertemente atacado por la gripe aviar. Desde 2005, esa gripe se ha convertido en un serio problema de salud. Entre tanto, según la OMS, hay 141 casos confirmados de gripe aviar entre los habitantes, de los cuales 115 ya han muerto.

países en desarrollo, por parte de los países occidentales.

Por ejemplo, la OMS exigió del gobierno indonesio, que para combatir el virus, hiciera posible que la población tenga acceso a una cantidad suficiente del medicamento *Tamiflu*. Con gran esfuerzo, el gobierno puso a disposición el dinero necesario. Pero, sin embargo, no se pudo comprar el medicamento, porque las existencias disponibles las habían comprado, en su totalidad, los países ricos como reserva (90% de la vacuna está en manos de un 10% de la población mundial).

Después de esa experiencia, Dr. Supari llegó a la conclusión de que su país debía tomar sus propias medidas. En el prólogo de su libro escribe Dr. Supari: «El caso de la gripe aviar necesita, además, nuestra firme resolución de defender la soberanía del país, y de la República de Indonesia. Pasando por alto la mayoría de la población, centros que trabajaban conjuntamente con la OMS, entregaron pruebas de virus de gripe, (y otros), provenientes de Indonesia, a firmas de los países industriales. Éstas por su lado, desarrollaron vacunas a partir de esos virus, para después venderlas nuevamente, a altos precios, a los países pobres y en desarrollo que estaban afectados por esos virus.» (Pag. xi).

Iniciativa indonesia contra el monopolio occidental de investigación

Después de una larga lucha, logró finalmente poner en marcha en la administración del sistema internacional de salud – patrocinado por la OMS y el World Health Assembly (WHA) – un proceso de reestructuración, para lograr mayor equidad, un tratamiento más leal con todos los países, y más transparencia.

A raíz de su iniciativa, muchos países aún más pobres y países en desarrollo, tomaron coraje y pudieron unirse a la iniciativa indonesia. «Con la esperanza de un mundo más sano y más justo, todos aceptaron un acuerdo, para que no haya una explotación de un país por el otro, (exploitation de l'homme par l'homme), cuando se trata de la salud en el mundo. No debe permitirse un sistema, que haga posible,

NAMRU2

El 24/4/08 podía leerse en «Jakarta Post», que justamente ese laboratorio exigía la inmunidad para todos sus colaboradores. Si bien *Michael Leavitt* viajó personalmente a Indonesia, el gobierno de Indonesia dió su conformidad sólo limitadamente. En lugar de ello, el ministro del exterior indonesio, *Eddy Pratomo*, exigió completa transparencia. Indonesia debía tener acceso a todas las investigaciones y a sus resultados. Se sospechaba que el laboratorio trabajaba para los servicios secretos. Los laboratorios NAMRU2 estaban sobre todo al servicio del personal militar de EE.UU. que estaba allí estacionado. En abril de 2008, *Siti Supari* suspendió la transferencia del virus al laboratorio NAMRU2, hasta que éste estuvo dispuesto a compartir sus resultados investigativos con Indonesia y los demás países, para que éstos pudieran producir sus propias vacunas.

que a los países pobres afectados por la epidemia, se les cuestione el derecho sobre sus propios virus con el fin de sacar ganancias: a través de una comercialización muy bien pensada, con los virus de los países pobres se elaboran las vacunas. (Pag. xii)

Ella agrega: «El mundo sabe que no se trata de ganar o perder diplomáticamente. La lucha contra la gripe aviar es la lucha por mantener la dignidad humana. El compromiso en la lucha contra esa epidemia, nos puede llevar a perder nuestra vida; pero la avaricia y la mala administración del sistema mundial de salud, llevan con seguridad, al exterminio de la raza humana.» (Pag. xxi)

Cuando se llegó a la conclusión de que el virus de la gripe en Indonesia es un virus muy agresivo, para Sra. Supari fue claro el mecanismo: Su país debía entregar el virus al *Glo-*

Continuación página 7

«La ministre indonésienne ...»

suite de la page 5

truire Hiroshima. Il est vraisemblable que cette même installation développe des armes chimiques. C'est effrayant. Les données relatives au séquençage ADN du virus H5N1 étaient exclusivement aux mains des scientifiques de Los Alamos. Le choix d'en tirer un vaccin ou une arme serait soumis aux exigences ou aux intérêts du gouvernement américain. C'est effectivement une situation qui représente un danger pour l'avenir de toute l'humanité.» (p. 19)

Supari émet à bon droit la supposition qu'une souche envoyée à l'OMS par l'Indonésie pourrait être elle aussi transmise à Los Alamos pour servir à l'élaboration d'armes biologiques. «L'expéditeur n'a jamais rien su du devenir de ses échantillons. Ont-ils été remis à une institution non commerciale, pour mettre au point des vaccins dont les pays concernés avaient besoin? Ou à une entreprise commerciale, ou à tout autre laboratoire, qui s'en est servi pour produire des armes biologiques?» (p. 13)

Lorsqu'elle s'est enquis des données relatives au virus de Tanah Karo, qu'elle avait transmis par le biais des centres collaborateurs à l'OMS, elle a découvert sur Internet que le laboratoire de Los Alamos avait été fermé. Mais où les souches virales avaient-elles atterri? Une partie des données avait été remise à l'Initiative mondiale pour le partage des données sur la gripe aviaire (*Global Initiative on Sharing Avian Influenza Data – GISAID*) et le reste à la *Bio Health Security (BHS)*. Or elle avait appris que nombre de chercheurs et de personnels de Los Alamos avaient été mutés à la BHS. Elle se demanda alors si la BHS n'était pas un institut de recherche qui développerait des armes biologiques sous le con-

trôle du Pentagone. «S'il en était ainsi, cela voudrait dire que le même jeu se poursuit, ailleurs, sous un autre nom.» (p. 21)

Avant les négociations avec l'OMS, la supposition du Dr Supari a été confirmée par la Directrice générale de l'OMS, le Dr *Margret Chan*. Au cours d'une rencontre elle lui a dit: «Ce que vous avancez dans votre discours est exact. Il y a eu à l'OMS un délinquant qui a envoyé la lignée virale ou des données la concernant à Los Alamos. Mais maintenant c'est terminé, Madame la Ministre.» «S'il vous plaît, aidez-moi, aidez aussi *David Heymann*. Nous avons hérité du système de nos prédécesseurs. Et j'espère que nous pourrions le changer, Madame» a-t-elle poursuivi. (p. 129)

Début décembre 2006, l'Indonésie a déclaré qu'elle ne remettrait plus de souches virales à l'OMS ou à des laboratoires travaillant avec l'OMS tant qu'on devrait passer par le mécanisme opaque du RMSG. Elle a exigé une transparence permettant aux pays lourdement atteints par la gripe aviaire de profiter de la remise des souches.

Il s'en est suivi un combat acharné au niveau international. Supari a constaté que le secrétariat de l'OMS avait procédé de son propre chef, entre 2005 et 2007, à la suppression d'un passage des directives relatives aux échanges de matériel viral. Ce passage réglementait les échanges de matériel viral et permettait aux pays d'origine des souches d'en rester propriétaires (Accords relatifs au transfert de matériaux, *Material Transfer Agreement, MTA*). [...] «Selon moi nous sommes en présence d'une énorme illégalité, pour ne pas dire un crime, commis par une organisation, dont l'administration devrait être au-dessus de tout soupçon.» (p. 61) L'OMS s'était placée au-dessus de l'Assemblée mondiale de la Santé. C'est à bon droit que le Dr Supari dénonce cette injustice.

Des menées criminelles à l'OMS?

Le 28 mars 2007, le Dr Supari a organisé deux rencontres de haut niveau (High-Level Meetings, HLM) entre pays partageant les mêmes vues. Lors de la séance d'ouverture elle a posé ses exigences.

La veille, lors d'une rencontre technique de haut niveau (High-Level-Technical-Meeting, HLTM) convoquée par ses soins, elle avait déjà obtenu un consensus relatif à une nouvelle procédure d'échange des souches virales. «Nous ne pouvons pas poursuivre sans exprimer l'espoir que – conformément à nos accords avec l'OMS – tout programme de remise de souches virales soit, comme le sens des responsabilités l'exige, exclusivement utilisé à l'évaluation des risques et non à la production commerciale de vaccins, sans que l'on puisse savoir quel pays a fourni les souches. Je dois adopter cette position, pour souligner l'urgence qu'il y a à garantir aux pays en développement un accès égalitaire aux vaccins contre la gripe H5N1. Jusqu'à présent 10% des cas sont concentrés en Europe et Amérique du Nord, or ces régions détiennent 90% des capacités de production vaccinale. Cela veut dire qu'en cas de crise la majorité des pays en développement n'aurait pas accès aux vaccins pendant et peut-être même après la première vague de la pandémie. Nous devons donc intensifier nos efforts pour la mise au point de méthodes efficaces de production et de distribution de vaccins contre les pandémies, en y incluant les aspects techniques, économiques et humanitaires, afin d'être prêts à une action efficace au niveau mondial.» (p. 180)

Un premier pas vers la protection de tous les êtres humains

Cette rencontre au plus haut niveau a réuni des ministres de la Santé, de hauts représentants et fonctionnaires de 12 pays directement

concernés, ainsi que de 23 autres, développés ou sous-développés, de pays producteurs de vaccins et autres groupes d'intérêt concernés, dont l'OMS. Elle s'est conclue par la «Jakarta Declaration on Responsible Practices for sharing Avian Influenza Viruses and Resulting Benefits» (Déclaration de Jakarta sur des pratiques responsables de partage des virus de la gripe aviaire et les bénéfices en résultant), exigeant que tous les pays membres débattent de l'ensemble des problèmes à l'Assemblée mondiale de la Santé. Le 14 mai 2007 s'est déroulée à Genève la 60^e rencontre de l'AMS, dont les résultats ont été consignés dans la *Résolution AMS 60.28*. Lors d'une importante réunion intergouvernementale du 20 novembre 2007, tous les pays sont tombés d'accord pour dire que le RMSG n'avait rien à faire à l'OMS.

Le livre du Dr Supari montre avec beaucoup de prégnance et de sensibilité qu'une femme, grâce à un comportement conséquent et à une exigence d'égalité dans tous les domaines, peut frayer à travers toutes les structures antidémocratiques, oppressives et néocoloniales une voie permettant à son pays d'obtenir le respect de sa dignité et de son droit à l'égalité. Il lui a fallu s'imposer contre toutes les puissances occidentales et la superpuissance américaine pour obtenir enfin au terme de rudes discussions un changement de paradigme: de l'ancien qui mettait l'humanité dans une situation dangereuse au nouveau qui apporte le bien-être à une majorité.

A la mi-mai se déroulera à Genève la 62^e session de l'Assemblée mondiale de la Santé. Il reste assez de temps pour lire l'important ouvrage du Dr Supari. •

«La ministra indonesia ...»

Continuación de la página 6

bal Influenza Surveillance Network (GISN); éstos se lo entregaban a uno de los WHO Collaborating Centers (WHO-CCs) quienes, en sus laboratorios, elaboraban a partir del virus una vacuna, que luego vendían por altos precios en los países ricos. WHO-CCs son laboratorios que trabajan conjuntamente con la OMS, y en Australia, Japón, Gran Bretaña y EE.UU. son reconocidos como laboratorios de referencia.

Con la entrega del virus, el país pierde todos sus derechos de posesión y el virus desaparece de su control. En caso de una epidemia, los países que han entregado el virus, estarían, junto con los otros países pobres, en inferioridad de condiciones, ya que los países ricos son los favorecidos. Esta experiencia la vivió Vietnam: Después de haber enviado su virus H5N1 a la WHO-CCs no supo más qué pasó con él.

«Desde 1952, los 110 países en el mundo en los que la gripe corriente, típica de una estación del año, estaban obligados a entregar pruebas de virus incondicionalmente. Los virus tomados por GISN se denominaban virus salvajes, y las pruebas pasaban a ser propiedad de GISN. Los expertos trabajaban con ellos para la investigación y evaluación de riesgos. Pero parte de ellos, se utilizaban para elaborar virus de cultivo (seeds virus); de esos virus de cultivo, se desarrollaba después una vacuna. El problema era, que esas vacunas producidas comercialmente, se vendían por todo el mundo - también en los países de los que provenían esos virus salvajes; pero los precios, eran fijados en los países industrializados. Por supuesto que esos altos precios tenían solo el objetivo económico, sin considerar el aspecto social y moral. Las típicas características del capitalismo.» (Pag. 11)

Dr. Supari comenzó a defenderse contra ese tratamiento desigual: «Cada vez que miro hacia el pasado, veo las sombras del imperialismo, que había robado una parte de nuestras reservas, porque no tenemos la tecnología necesaria para explotarlas nosotros mismos. Era como si tuviera que presenciar cómo extraían gran parte de nuestro petróleo, porque nos faltaba la tecnología y el dinero para hacerlo.» (Pag. 10)

Decisiones apresuradas y erróneas de OMS

Otro tratamiento desigual de su país por parte de la OMS, lo describe en relación con los llamados «cluster cases». Indonesia tiene la mayor cantidad de casos de gripe (cluster cases) dentro de una familia en todo el mundo. En Tanah Karo, 7 de 8 miembros en las familias, estaban infectados con el virus. Los expertos de la OMS, sobre todo epidemiólogos, llegaron a la conclusión, apresurada y sin consulta, que la acumulación de

¿Armas biológicas de Los Alamos?

Uno de los jefes investigadores del ministerio de defensa, *Isro Samiharjo*, informó que el gobierno de EE.UU. utiliza Los Alamos para el desarrollo de armas biológicas. *Isro* apoyó las afirmaciones de Supari y dijo, que las mismas pruebas pueden utilizarse para el desarrollo de armas. Agregó además, que en los años 80 hubo una situación similar cuando parásitos atacaron numerosos campos de arroz, e Indonesia - hasta hoy - debe importar semillas de arroz. *Isro* dijo, que las armas biológicas pueden utilizarse para que un país pase a ser dependiente de otro - una situación que se denomina «imperialismo cubierto». «Existe claramente una conspiración» agregó, y argumentó después sobre la participación de los Estados Unidos en el desarrollo de armas biológicas. Según *Isro*, con el desarrollo inevitable de esas armas, el ministerio de defensa de Indonesia y su sección para potencial de defensa, se concentró en la defensa biológica.

Fuente: «Jakarta Post» del 16/3/08

los casos de gripe en Tanah Karo, era provocada por el contagio de persona a persona.

Así se presentaron con un arrogante statement en la prensa local e internacional, lo cual, para la opinión pública en el mundo, significaba que la terrible epidemia de gripe aviar había comenzado. Ésto hubiera tenido devastadoras consecuencias para la nación Indonesia, y el país hubiera quedado aislado.

Supari describe cómo comenzó a defenderse: «Primero envié una indicación bien clara a la OMS en Indonesia, porque ésta había dado un informe inseguro, que para Indonesia podía tener terribles consecuencias. [...] Segundo, pregunté sobre la secuencia de DNS del virus proveniente de Tanah Karo, que fue entregado al WHO-CCs. [...] Tercero, exigí de la OMS Indonesia, que corrigiera las noticias en CNN, de lo contrario presentaría demanda en las Naciones Unidas.» Después, Supari realizó una conferencia de prensa, en la que ella misma corrigió este informe apresurado.

Con el resultado del análisis de la DNA de un laboratorio escogido por Supari - el *Eijkman Institut* in Indonesia, dirigido por el Prof. *Sangkot Marzuki* (no reconocido por la OMS), ella tuvo la prueba de que el virus H5N1 de Tanah Karo era sólo una variante más agresiva, y que el contagio de persona a persona no podía ser confirmado; a pesar de ello, esa información fue ignorada y mantenida en secreto por los científicos y la OMS.

Virus para Los Alamos ...

Si bien los científicos en su país están muy bien, o incluso mejor formados profesionalmente, no son tratados igual que los de los países industrializados: así, el ministro de salud de EE.UU. *Michael Leawitt* le había prometido a Indonesia una donación de 3 millones de dólares, pero el país no vio ni un solo dólar. Durante una visita de la ministra del exterior, *Condolezza Rice*, Supari se enteró de que el dinero fue entregado a NAMRU2 (*US naval medical research unit 2*) con la justificación de que ese laboratorio, conjuntamente con el ministerio de salud de Indonesia, investigaba sobre el virus H5N1. El NAMRU2 en Indonesia, es una unidad de un laboratorio fuera de EE.UU. y tiene 175 colaboradores, entre ellos 19 norteamericanos.

Un capítulo importante en su libro trata de un laboratorio secreto en Los Alamos. En sus investigaciones sobre el destino de las secuencias de DNA del virus H5N1, descubrió que el material genético, a través de la OMS y la WHO-CCs, era enviado directamente a *Los Alamos National Laboratory* en New Mexico. Allí había pocos investigadores que podían investigar sobre las secuencias de DNA.

¿... para vacunas o armas biológicas?

Los Alamos es el laboratorio en el que se investiga sobre armas biológicas, químicas y atómicas. «Me escandalizó profundamente. Yo sabía que el laboratorio de Los Alamos está bajo el control del ministerio de energía. Fue justamente en ese laboratorio donde en 1945, se desarrolló la bomba atómica para destruir Hiroshima. Es de suponer que utilizan la misma instalación para investigar y producir armas químicas. Un hecho terrible.

Los datos sobre las secuencias de DNA del virus H5N1 estaban a disposición exclusiva de los científicos en Los Alamos. Si los utilizaron para desarrollar una vacuna o un arma química, eso depende de las necesidades y los intereses del gobierno de EE.UU. De hecho, es una situación muy peligrosa para el destino de toda la humanidad.» (Pag. 19)

Supari supone, con razón, que la cepa de virus enviada desde Indonesia a la OMS, también puede haber sido transferida a Los Alamos para producir armas biológicas. El remitente nunca se enteró del destino de sus pruebas. ¿Se enviaron a una institución comercial, para desarrollar una vacuna que necesitaban los países afectados? ¿Se enviaron a empresas comerciales, o a algún lugar donde se las elaboraba en armas biológicas?» (Pag. 13)

Cuando preguntó sobre los datos del virus de Tanah-Karo que había enviado por medio de la WHO-CCs, llegó a saber por internet que el laboratorio de Los Alamos había cerrado. ¿Pero adónde fueron a parar las cepas de virus? Una parte de los datos

fue a la *Global Initiative on Sharing Avian Influenza Data* (GISAID) y el resto a la *Bio Health Security* (BHS). Supari también llegó a saber que muchos de los investigadores y del personal de Los Alamos ahora estaban en BHS. Ella se preguntó si BHS es un centro de investigación para desarrollar armas biológicas, bajo control del Pentágono. «Si fuera así, eso significaría que el juego se sigue jugando en otro lugar bajo otro nombre.» (Pag. 21)

Antes de las negociaciones con la OMS, Supari pudo comprobar su suposición por medio de la directora general de la OMS, Dr. *Margret Chan*: «Lo que usted dijo en su informe es realmente cierto. Había un criminal en la OMS, quien envió las cepas de virus o los datos sobre ellos a Los Alamos. Pero ahora se frenó, Sra. Ministra.» «Por favor ayúdeme a mí y a *David Heymann*. Nosotros tomamos el sistema de nuestros predecesores, y yo espero que lo pueda cambiar, Madame» agregó. (Pag. 129)

A principios de diciembre de 2006, el gobierno de Indonesia decidió interrumpir la entrega de sus virus a la OMS y a los laboratorios conectados con ella, mientras éstos siguieran los oscuros mecanismos de GISN. En lugar de eso exigió transparencia, para que los países gravemente afectados por la gripe aviar pudieran sacar provecho de la entrega de virus.

Comenzó una dura lucha a nivel internacional. Supari comprobó que el secretario de la OMS, por cuenta propia, había tachado un pasaje en las normas para el intercambio de virus, desde 2005 hasta 2007. Este pasaje regulaba el intercambio del material de virus, de manera tal que las cepas quedarán en posesión del país de proveniencia (*Material Transfer Agreement, MTA*). [...] «Según mi opinión, ésto ha sido una transgresión extrema del derecho, o incluso un crimen, cometido por una organización que debería tener una administración impecable.» (Pag. 61) La OMS se puso por encima de WHA. Dra. Supari, con razón, llama la atención sobre esa injusticia.

¿Manejos criminales de la OMS?

El 28 de marzo de 2007, la Dra. Supari organizó dos High-Level-Meetings (HLM) con países que piensan de manera similar. En el discurso de apertura presentó sus exigencias.

El día anterior, en un High-Level-Technical-Meeting que ella había convocado, ya había logrado un consenso para hacer necesario un nuevo procedimiento para el intercambio de virus: «No podemos continuar, sin mostrar nuestra esperanza, que así como fue convenido con la OMS, un programa para la transmisión de virus sea utilizado con respon-

sabilidad; es decir, exclusivamente para poder calcular riesgos, y no para una producción comercial de vacunas, sin saber de qué país provienen las pruebas. Debo tomar esta posición, porque es importante señalar que los países en desarrollo deben tener asegurado un acceso equitativo a la vacuna H5N1. Hasta ahora está en manos de un 10% de la población concentrada en Europa y Norteamérica, y esa parte del mundo tiene el 90% de la capacidad de producción para la vacuna contra la gripe. Quiere decir, que en caso de una crisis, la mayoría de los países en desarrollo no tendrían acceso a la vacuna durante y probablemente tampoco después de la primera fase de una epidemia. Por eso, debemos orientar nuestros esfuerzos hacia la búsqueda de métodos efectivos para la producción y repartición de vacunas contra epidemias; para ésto deben tenerse en consideración los aspectos técnicos, económicos y humanitarios, para que estemos realmente preparados mundialmente.» (Pag. 180)

Un primer paso para la protección de todos

En el encuentro a alto nivel, tomaron parte ministros de salud, altos representantes y funcionarios de 12 países afectados, otros 23 países industrializados y en desarrollo, así como países productores de vacunas y otros representantes de intereses, entre ellos la OMS. El encuentro finalizó con la «Jakarta Declaration on Responsible Practices for sharing Avian Influenza Viruses and Resulting Benefits». En ésta se exige que toda la problemática se discuta entre los países miembros de la WHA. El 14 de mayo de 2007, tuvo lugar en Ginebra el decimosexto encuentro de WHA, cuyos resultados fueron fijados en la *Resolution WHA 60.28*. En un encuentro importante del gobierno el 20 de noviembre de 2007, todos los países acordaron, que para GISN no hay cabida en la OMS.

El libro de la Dra. Supari muestra de forma sensible y patente, cómo una mujer, con su actitud consecuente de exigir equivalencia en todo sentido, encuentra el camino hacia la igualdad y dignidad para su país, atravesando estructuras antidemocráticas, neocolonialistas y de sumisión. Se tuvo que imponer frente a todos los intentos del mundo occidental y del potencia mundial EE.UU., para lograr finalmente, con duras negociaciones, el cambio de paradigma: Del viejo paradigma que puso a la humanidad en una situación peligrosa, hacia el nuevo paradigma que trajo bienestar para la mayoría de los seres humanos.

A mediados de mayo de 2009, se lleva a cabo la sesión No. 62 de WHA en Ginebra. Queda aún suficiente tiempo para leer el importante libro de la Dra. Supari. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* - journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.- frs / 108.- €
- Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.- frs / 54.- €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.- frs / 58.- €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.- frs / 185.- €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Souveraineté alimentaire et politique agricole raisonnable

Une initiative de citoyens et une manifestation au sujet du «Plan Wahlen» et du Rapport sur l'agriculture mondiale

par Urs Knoblauch, Fruthwilen TG

La souveraineté alimentaire est un thème qui préoccupe de plus en plus aussi les gens en Suisse, ce que prouve le grand intérêt à la réunion «Soirée documentaire et discussion – Friedrich Traugott Wahlen et le plan d'extension des cultures pendant la Seconde Guerre mondiale». Plus de 150 citoyens et agriculteurs intéressés de la région se sont rassemblés au centre paroissial Eichmatt à Goldau dans le canton de Schwyz. La soirée a été organisée par un ancien paysan et citoyen engagé de la région. Il a connu Friedrich Traugott Wahlen personnellement lors d'un congrès de la Journée mondiale de l'alimentation de la FAO en 1974 à La Haye et il a voulu profiter de cette chance pour attirer, avec le nouveau documentaire sur le Plan Wahlen, l'attention des gens sur le thème de l'autosuffisance. (cf. *Horizons et débats* n° 43 du 27/10/08). Non pas seulement la situation de l'agriculture en Suisse devait être discutée mais aussi l'insécurité alimentaire mondiale et la faim comme conséquence d'une mondialisation débridée et d'une politique du marché libre.

F. T. Wahlen, un semeur pour la souveraineté alimentaire, l'éthique et la démocratie

Dans la première partie, Ernst Wüthrich, président de l'«Association pour la sauvegarde de la mémoire du conseiller fédéral Friedrich Traugott Wahlen» a attiré dans une introduction l'attention sur l'actualité de l'œuvre de F. T. Wahlen et sur le besoin urgent de fortifier la paysannerie pour maîtriser l'avenir. Le contenu de ce film émouvant a déjà été présenté dans *Horizons et débats* n° 43. Il ne nous reste qu'à ajouter quelques réflexions. F. T. Wahlen, le directeur de cette œuvre de culture a compris, tout comme le général Henri Guisan, qu'à côté de la défense militaire du pays, la solidarité et la volonté de résistance de toute la population représentait la meilleure défense contre le danger. Tous, y compris les artistes, ont mis leurs capacités au service de ces points communs et de la «défense morale du pays». La Suisse courait le danger de souffrir de la faim. Les troubles de la guerre ont empêché l'importation en Suisse de produits alimentaires nécessaires à la survie. Pour Wahlen, comme expert en agriculture, il était évident que c'était uniquement la sécurité alimentaire procurée par le sol du pays qui pouvait empêcher ce danger de famine. Il a organisé la bonne coopération, indispensable en temps de crise, entre la politique, la population, les administrations et les autorités et il a posé ainsi la première pierre pour la réalisation du plan de culture. De nombreux lopins de terre ont été utilisés ou transformés pour la culture de la pomme de terre et de légumes. Et cela dans une période de pénurie de produits alimentaires, et pendant que les hommes étaient au service actif avec les chevaux, et que les fermes devaient être exploitées par les mères, les épouses, les enfants et les grands-parents. La Suisse était le seul pays en Europe qui n'a jamais dû rationner les pommes de terre, les légumes et les fruits en ces temps difficiles.

De l'espace pour des exploitations agricoles familiales

Le documentaire a profondément impressionné les spectateurs et il a en même temps créé un pont vers le présent. Nous nous trouvons, vu la multitude des actions de guerre et la situation partiellement précaire du ravitaillement en produits alimentaires actuelles, devant des défis comparables.

Les gouvernements se voient contraints, sous la pression de libéralisation de l'OMC, de livrer l'agriculture au marché libre. Sous le diktat de la «capacité de concurrence absolue sur le marché mondial» les agriculteurs doivent augmenter leur productivité ou bien ils sont les perdants dans cette concurrence. En vue de ces problèmes mondiaux, Reinhard Koradi a exigé dans la deuxième partie de la soirée un changement de cap dans la politique de l'agriculture. Il s'est référé entre autre au *Rapport sur l'agriculture mondiale*



Trois générations participant aux travaux des champs. Un modèle dont le monde a un besoin urgent. (photo uk)

(cf. *Horizons et débats* n° 44 du 3/11/08). Ce rapport démontre sans équivoque que le problème de la faim ne peut être résolu ni par la chimie ni par des semences génétiquement modifiées ni par une agriculture orientée vers l'exportation. Le fait est que les théories économiques en vigueur n'ont pas pu vaincre la faim. «Les pays les plus pauvres et les gens les plus pauvres dans les campagnes sont les perdants de la mondialisation et de la libéralisation du marché agricole», c'est une phrase-clé du *Rapport sur l'agriculture 2008*. Pour cette raison, les paysans dans les pays en voie de développement doivent avoir libre accès à la terre, à l'eau et aux semences, ainsi qu'aux possibilités de commercialisation, à des prix pour leurs produits sur les marchés locaux qui leur assure l'existence. C'est seulement de cette manière que l'exode rural et la misère peuvent être arrêtés. «Des structures de petits paysans sont les meilleures conditions préalables pour la sécurité alimentaire locale et la base d'une souveraineté alimentaire régionale et nationale.»

Sur la base de la situation précaire du ravitaillement en produits alimentaires les auteurs du *Rapport sur l'agriculture mondiale* demandent une correction radicale de la politique agricole actuelle. Celle-ci serait essentiellement co-responsable que les hommes souffrent de la faim, que les ressources naturelles sont gaspillées aux dépens des plus pauvres et des générations à venir, et que l'autosuffisance est négligée à l'échelle mondiale. L'agriculture industrielle orientée vers la croissance a dépassé son zénith car elle met en danger l'économie durable, mine la sécurité du ravitaillement (quantité et qualité) et détruit les structures de production efficaces des petits espaces. Les «règles de l'OMC»: Elimination de tous les obstacles au commerce, dérégulation, privatisation et commercialisation de tous les services publics ainsi que le principe d'ordre du marché libre ont donné un résultat catastrophique. La monopolisation du marché et le déplacement de production ont conduit d'un côté à un risque élevé de concentration à effet domino, comme nous le vivons ces jours-ci à travers la crise financière et économique.

On propose donc de rendre à tous les peuples le droit de décider eux-mêmes de leur politique agricole et de l'alimentation de façon démocratique. Avec des structures de production et d'approvisionnement de pe-

taires espaces sur la base des exploitations paysannes familiales, l'autosuffisance sera assurée, et la dépendance de l'étranger dans l'approvisionnement alimentaire devra être éliminée le plus possible. Tous les êtres humains devraient avoir à tout moment accès à une nourriture suffisante, sûre et riche en substances nutritives pour satisfaire leurs besoins pour une vie active et saine.

L'intervenant est persuadé que ces revendications sont valables pour tous les pays – également pour les pays industrialisés, donc aussi pour la Suisse. Si l'on réussit à ancrer l'autosuffisance à l'échelle régionale dans le monde entier – entre autre avec l'entraide mutuelle – la faim et la pauvreté, et avec la plus grande probabilité aussi la destruction irresponsable des ressources naturelles, pourront être surmontées.

Nous devons comprendre à nouveau qu'une économie nationale saine produit des biens et crée des valeurs. Et pour cela il faut en premier lieu une paysannerie saine – une agriculture basée sur des moyens d'existence sûrs, l'activité artisanale et la production industrielle. L'idée de construire une économie nationale uniquement sur le domaine des services et de déplacer la production dans des pays à bas salaires s'est avérée erronée. Chaque pays doit reprendre le droit à l'autodétermination en ce qui concerne l'aménagement de son économie nationale. Le début est la mise en place de la souveraineté alimentaire. Pour notre pays cela signifie:

Revaloriser consciemment les paysans

Ce sont surtout les petites et les moyennes exploitations qui ont besoin d'être encouragées. Il faut apporter le plus grand soin au maintien et au développement des étapes d'avant et d'après. La culture paysanne avec ses valeurs doit de nouveau être respectée dans notre société et les paysans doivent recevoir des prix justes pour leurs produits, axés sur leur rendement et assurant leur existence. Le degré de l'autosuffisance doit être augmenté de façon ciblée avec des égards pour les ressources naturelles existantes, et la dépendance de l'importation doit être réduite. A la place de la concentration il faut encourager une multitude de produits. La recherche et la science doivent être orientées vers le but de réaliser dans notre pays un degré élevé de sécurité alimentaire par nos propres forces. Les paysans et les consommateurs peuvent se réunir dans l'alliance «souveraineté alimen-

taire» et donner une réponse négative claire au libre-échange agricole. Concrètement cela signifie dans un premier pas de renoncer à l'accord avec l'OMC et de retirer le dossier «Libre-échange agricole avec l'UE» déposé à Bruxelles. Il faut aussi donner beaucoup de soin au dossier de l'aménagement du territoire. La population suisse ne doit pas permettre que de plus en plus de terre cultivable précieuse soit vouée à des déserts de béton et à des «oasis de wellness».

La souveraineté alimentaire commence par une pratique soigneuse en ce qui concerne les ressources naturelles humaines et des exploitations et demande l'engagement de tous pour une paysannerie saine.

Les explications honnêtes et claires de l'intervenant ont rencontré l'attention et l'approbation des personnes présentes. La mise en question du libre-échange agricole avec ses conséquences négatives pour l'agriculture indigène était une lueur d'espoir pour beaucoup d'entre eux – enfin nous pouvons respirer, a dit l'un des participants à la discussion. Plusieurs intervenants se sont référés à l'énorme bureaucratisme, aux innombrables prescriptions et réglementations souvent insensées (le plus souvent venant de l'UE) qui rendent encore plus difficile le travail des paysans.

Spécialement réjouissant était le fait que beaucoup de familles avec des enfants et des adolescents ont suivi jusque tard dans la soirée le documentaire, les conférences et la discussion animée avec beaucoup d'intérêt. La manifestation a permis une discussion encourageante et clarifiante qui devrait être imitée.

C'est justement à la jeune génération qu'on devrait faire connaître le travail et l'éthique de ce grand conseiller fédéral, spécialiste de l'agriculture et professeur de l'EPFZ, F. T. Wahlen (1899–1985). Les enfants et les adolescents devraient être amenés avec soin et amour à planter eux-mêmes des pommes de terre et des légumes. Un grand pot à fleur suffit déjà. De même faudra-t-il intégrer une nouvelle forme du «service agricole» qui a fait ses preuves dans chaque concept moderne de formation. Avec cela le devoir éthique, de vraies relations humaines et le respect de la nature et de la vie peuvent être développés et renforcés. Ainsi, chacun peut, dans son domaine, être un semeur pour l'éthique, la souveraineté alimentaire et une politique agricole raisonnable. •